



Baisse de l'emploi salarié dans la construction plus prononcée en Basse-Normandie qu'au niveau national

Fin 2013, le secteur de la construction est bien représenté en Basse-Normandie, particulièrement dans la Manche. Pourtant depuis 2009 le secteur subit de grosses pertes d'emplois, plus prononcées qu'au niveau national. La Manche est le département le moins impacté. Ces pertes d'emplois massives s'expliquent principalement par un essoufflement de l'activité. En effet, la demande, tant privée que publique s'est contractée depuis le début de la crise économique.

Sabrina Leroux, Insee

Fin 2013, le secteur de la construction emploie 33 900 salariés en Basse-Normandie. Cela représente 6,7 % de l'emploi salarié régional, ce qui place la région au deuxième rang juste après la Corse. Cette proportion est de 5,8 % pour la France métropolitaine. Le poids de la construction dans la région est comparable à celui de la Haute-Normandie et des Pays de la Loire.

Au sein de la région, c'est dans la Manche que le secteur de la construction est le plus représenté : 7,8 % des effectifs salariés de ce département y travaillent. Cette part atteint 6,5 % dans l'Orne et 6 % dans le Calvados.

Dégradation de l'emploi salarié depuis 2009

Avant 2009, le secteur de la construction est en plein essor dans la région. Le nombre de salariés augmente de 2,4 % en moyenne par an entre 2000 et 2008. Cette croissance est comparable à celle enregistrée en France métropolitaine (+ 2,2 % en moyenne sur la même période).

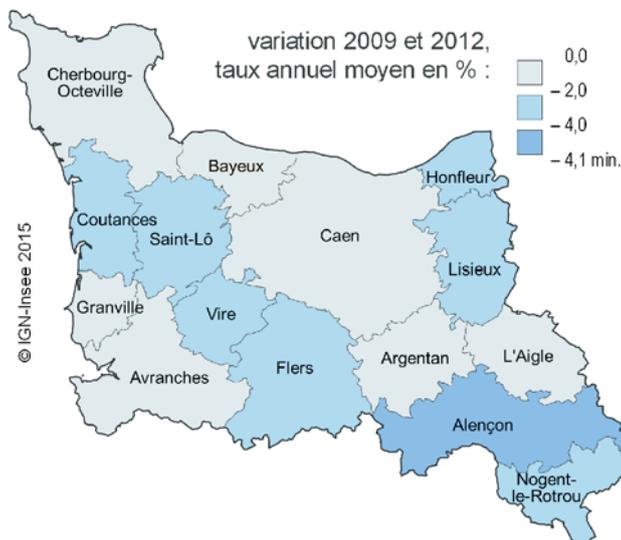
Mais suite à la crise économique, les effectifs ne cessent de baisser rompant avec la tendance à la hausse observée les années précédentes. Entre 2009 et 2013 ce sont 2,5 % des effectifs qui disparaissent en moyenne chaque année, soit un rythme deux fois plus rapide qu'en France métropolitaine. Le nombre de salariés travaillant dans la construction en 2013 est ainsi comparable à celui enregistré en 2004. Cette forte contraction de l'emploi traduit une moins bonne résistance à la crise

économique qu'en moyenne nationale. La baisse des effectifs salariés a été particulièrement prononcée entre 2012 et 2013 (-1 300 emplois).

Aucun département bas-normand n'est épargné par ce contexte difficile. La Manche est le département le moins impacté par

1 Les zones d'emploi d'Alençon, d'Honfleur et de Coutances sont les plus affectées par les pertes d'emplois dans la construction

Évolution annuelle moyenne de l'emploi entre 2009 et 2012



Source : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel)

2 La baisse des effectifs salariés dans la construction deux fois plus importante en Basse-Normandie qu'en France métropolitaine

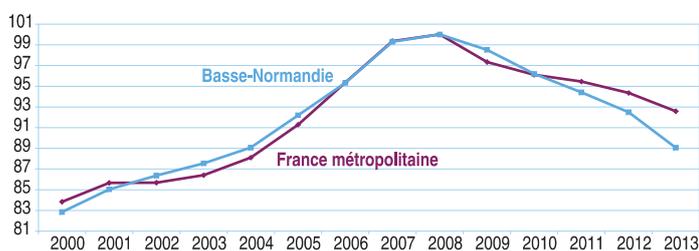
Volume et évolution de l'effectif salarié dans la construction

	Calvados	Manche	Orne	Basse-Normandie	France métropolitaine
Effectifs salariés dans la construction	14 900	12 900	6 100	33 900	1 386 700
Part de la construction dans les effectifs salariés (en %)	6,0	7,8	6,5	6,7	5,8
Évolution des effectifs salariés dans la construction entre 2000 et 2008 (taux de croissance annuel moyen en %)	+ 3,0	+ 2,1	+ 1,7	+ 2,4	+ 2,2
Évolution des effectifs salariés dans la construction entre 2009 et 2013 (taux de croissance annuel moyen en %)	- 2,5	- 1,9	- 3,5	- 2,5	- 1,2

Source : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel)

3 Entre 2009 et 2013, les effectifs dans la construction baissent deux fois plus vite en Basse-Normandie qu'en France métropolitaine

Évolution des effectifs dans la construction en Basse-Normandie et en France métropolitaine depuis 2000 (base 100 en 2008)



Source : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel)

cette dégradation : 1,9 % des emplois salariés dans la construction y sont détruits en moyenne chaque année entre 2009 et 2013. Cette baisse atteint 2,5 % dans le Calvados et 3,5 % dans l'Orne.

Les zones d'emploi d'Alençon, de Honfleur et de Coutances sont les plus affectées

Le secteur de la construction est bien présent au sein des zones d'emploi de Coutances, d'Avranches et de Granville. Dans chacune d'entre elles, il concentre plus de 8,1 % des salariés en 2012. A l'inverse, les zones d'emploi de Vire et de Bayeux sont celles où le poids de la construction est le plus faible.

L'ensemble des zones d'emploi de la région connaît une baisse des effectifs salariés dans le secteur mais elles sont impactées différemment. Le repli est plus important dans les zones d'emploi

1 Partie Basse-Normandie

d'Alençon⁽¹⁾, de Honfleur et de Coutances. De 2009 à 2012, ces territoires perdent chaque année en moyenne plus de 3 % de leurs effectifs. Les zones d'emploi de Nogent-le-Rotrou⁽¹⁾, Flers, Vire, Saint-Lô et Lisieux sont également fortement touchées. Ce sont les zones d'emploi de Granville et l'Aigle qui résistent le mieux à cette dégradation (respectivement - 0,5 % et - 0,9 % en moyenne annuelle).

Des pertes d'emplois fortement liées à une baisse d'activité

Les pertes d'emploi massives dans la construction s'expliquent en partie par un fléchissement de l'activité depuis le début de la crise économique. Le nombre de mises en chantier et d'autorisations de construction se réduit sensiblement que ce soit pour les logements individuels ou collectifs. Globalement, la demande, tant privée que publique, reste mal orientée. Seule l'activité sur le marché de l'entretien-rénovation semble résister du fait notamment de la mise en place des normes d'accessibilité des bâtiments pour les personnes handicapées et les seniors. ■

Définitions

À partir de 2009, les **estimations d'emploi annuelles** sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fonde sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Le concept central d'Estel est une synthèse ascendante des sources administratives utilisées avec prise en compte de la multi-activité. Estel mesure l'emploi selon un concept "BIT répertorié" : l'emploi est mesuré sur la dernière semaine de l'année et tout emploi déclaré est comptabilisé.

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Insee Basse-Normandie
5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN cedex
Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :
Daniel BRONDEL
Rédacteur en chef :
Kévin DE BIASI
Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02 31 15 11 14

ISSN 2416-8874
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- "Les entreprises en France", Fiches sectorielles - Construction, *Insee Références*, édition 2015, pages 170 à 173
- "Tableaux de l'Économie Française" - Construction, édition 2015 - février 2015, pages 172-173
- "La construction et la commercialisation repartent à la baisse", *Insee Conjoncture Basse-Normandie*, n° 5, mai 2015, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=11&ref_id=22726

